

Septembre 2024

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS

PRIX, SALAIRES, MARGES, INCERTITUDE POLITIQUE

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

La situation de trésorerie s'est légèrement dégradée depuis la précédente enquête réalisée en mai 2024 et elle se tendrait à nouveau au cours des prochains mois.

L'indicateur d'évolution récente de la trésorerie baisse de 1 point sur le trimestre, de même que le jugement sur le niveau actuel de trésorerie.

Les perspectives d'évolution future de la trésorerie s'obscurcissent ce trimestre (-7 points), effaçant ainsi leur embellie soudaine intervenue en mai dernier.



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement confirment le ralentissement attendu en 2024. 46 % des dirigeants ont investi ou comptent investir cette année, une proportion en baisse sur le trimestre (-4 points) comme sur un an (57 % prévoient des investissements pour 2023 il y a un an).

Dans un contexte économique jugé moins favorablement, **le motif environnemental au sens large pour la réalisation d'investissement est bien moins souvent revendiqué (-5 points sur un trimestre et -11 points depuis février 2024)**. L'investissement reste motivé en premier lieu par un objectif de renouvellement et de modernisation des installations.



ACCÈS AU CREDIT

La part de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'accès au crédit reste limitée, que ce soit en ce qui concerne le financement de l'exploitation courante (en petite baisse à 20 %) et plus encore dans le cas des dépenses d'investissement (-2 points à 15 %).

PRINCIPAUX RÉSULTATS



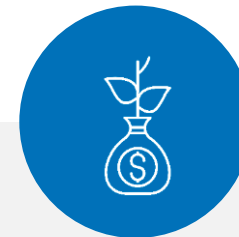
FREINS À LA CROISSANCE

Les difficultés liées au niveau de la demande tant observée qu'anticipée ont surpassé les difficultés de recrutement au rang de la première contrainte s'exerçant sur l'activité des PME/TPE.

Les inquiétudes relatives à la demande (actuelle ou future) sont citées par 55 % des dirigeants comme un frein à l'activité. Les difficultés de recrutement le sont par 49 % d'entre eux.

L'exacerbation de la concurrence est plus fréquemment citée comme un frein à l'activité (31 %) alors que l'accès au financement ou le niveau des fonds propres sont jugés bloquants par une proportion de chefs d'entreprise faible et en léger recul.

Les tensions sur les approvisionnements (prix, délais de livraison, etc.) s'atténuent encore un peu plus. 43 % des dirigeants déclarent y être confrontés (-6 points).



FOCUS PRIX, SALAIRES, MARGES, INCERTITUDE

51 % des dirigeants de PME / TPE estiment que le climat d'incertitude politique exerce un impact négatif fort sur leur activité. Ils sont respectivement 36 et 28 % à avoir reporté ou envisagé de reporter leurs projets d'investissement et/ou d'embauches. 20 et 21 % d'entre eux envisagent de les annuler. Seule une faible majorité envisage de les maintenir.

L'inflation ralentit au niveau des PME/TPE puisque 28 % de leurs dirigeants ont augmenté leurs prix de vente ou envisagent de le faire en 2024. Cette proportion était de 36 % dans l'enquête réalisée en février dernier. La hausse moyenne des prix de vente anticipée cette année tombe à 0,3 % (contre 1,2 % prévu en février et après +2,5 % estimé en 2023 et 5,0 % en 2022).

La progression des salaires ralentit également puisque 58 % de leurs dirigeants ont augmenté les salaires de leurs collaborateurs ou envisagent de le faire en 2024. Cette proportion était de 64 % dans l'enquête réalisée en février dernier. La hausse moyenne des salaires anticipée revient à 2,1 % (contre 2,6 % prévu en février), après 3,4 % estimé en 2023 et 3,9 % en 2022.

Les marges nettes sont attendues en baisse dans le cas de 46 % des PME / TPE (contre 42 % en février). Elles sont attendues en hausse dans le cas de 17 % des PME / TPE, une proportion stable. Les PME / TPE dont la croissance est freinée par l'insuffisance de la demande (actuelle ou anticipée) sont bien plus nombreuses à prévoir une baisse de leur marge nette cette année (54 % d'entre elles) que les autres (35 %).

SOMMAIRE

- 1. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE**
- 2. FOCUS – PRIX, SALAIRES, MARGES, INCERTITUDE POLITIQUE**
- 3. MÉTHODOLOGIE**
- 4. BPIFRANCE LE LAB, REXECODE**



1

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

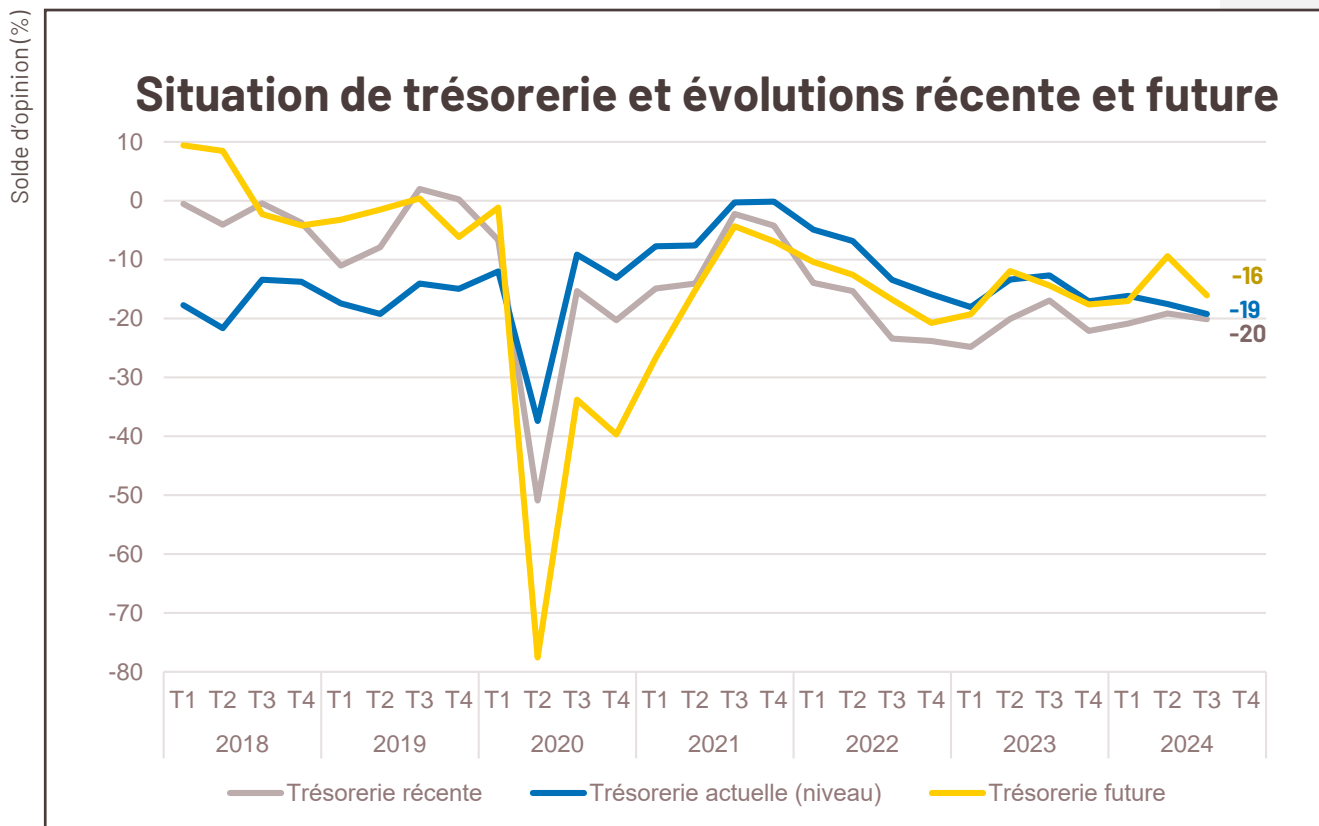
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution de la trésorerie de leur entreprise au cours des trois derniers mois bouge peu ce trimestre. En baisse de 1 point à -20, il demeure nettement inférieur à sa moyenne historique (-13 sur 2018-2023). 12 % des dirigeants font part d'une amélioration de leur trésorerie (proportion stable) et 32 % d'une dégradation (+1 point).

Le jugement moyen sur la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE s'érode également. Le solde d'opinion perd 1 point à -19 et s'éloigne là encore par le bas de son niveau moyen historique (-13). 32 % des dirigeants de TPE/PME jugent leur trésorerie difficile, cette proportion est stable.

Les dirigeants se montrent moins optimistes qu'en mai dernier s'agissant de l'évolution à venir de leur trésorerie. Le solde d'opinion sur les perspectives de trésorerie à trois mois perd 7 points pour s'établir à -16 et passe sous son niveau moyen historique (-14 sur 2018-2023). 27 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur trésorerie à court terme (+4 points) et 11 % anticipent une amélioration (-2 points).

DÉLAIS DE PAIEMENT

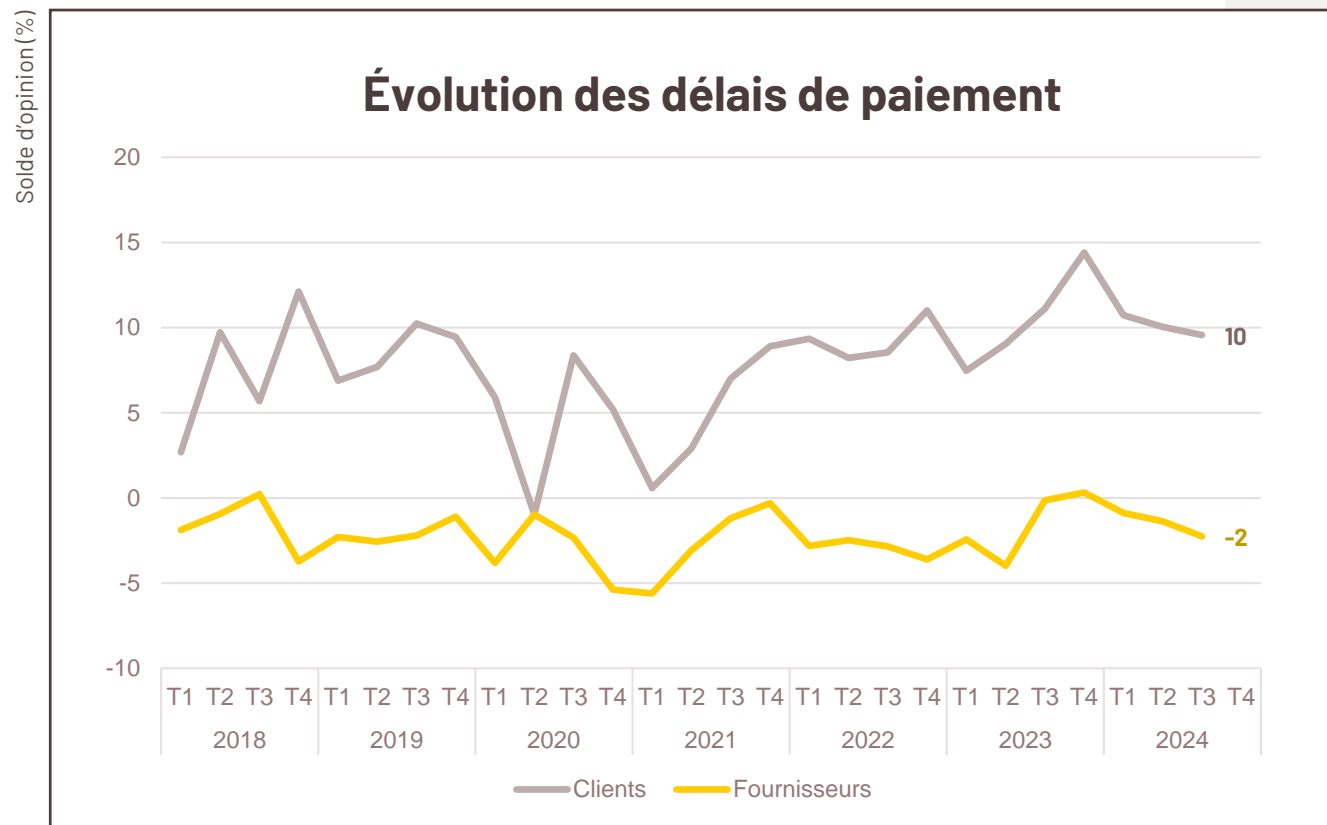


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des clients s'érode à nouveau légèrement après le point haut atteint fin 2023. À +10, il reste toutefois supérieur à son niveau moyen historique (+8 sur 2018-2023) ce qui suggère qu'une légère augmentation de ces délais s'opère.

Celui relatif aux délais de paiement des fournisseurs baisse un peu plus franchement à -2.

📉 **Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients étant quasiment stable tandis que celui relatif aux paiements des fournisseurs baisse, le « solde commercial »* subi par les PME / TPE se dégrade légèrement ce trimestre.**

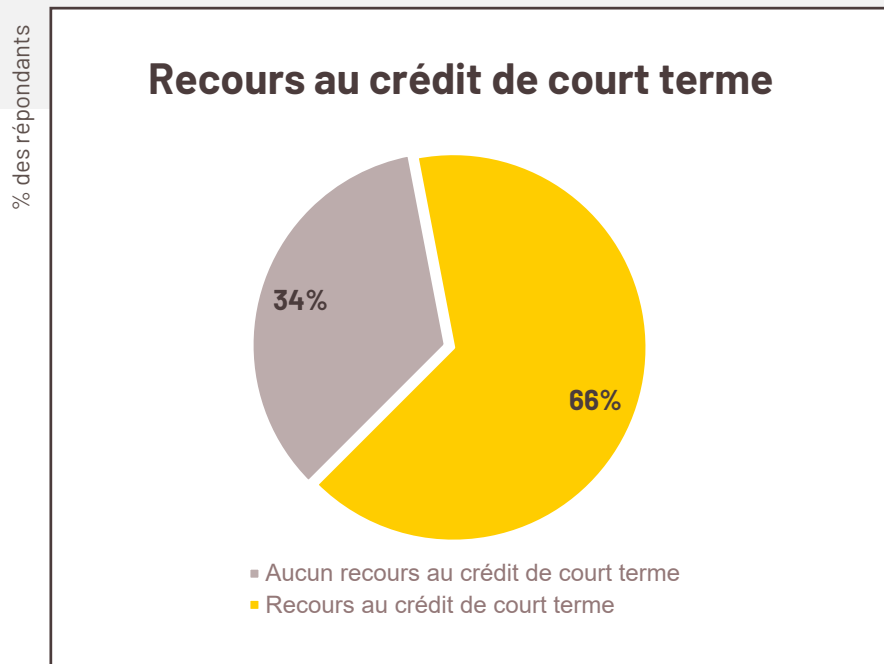
FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

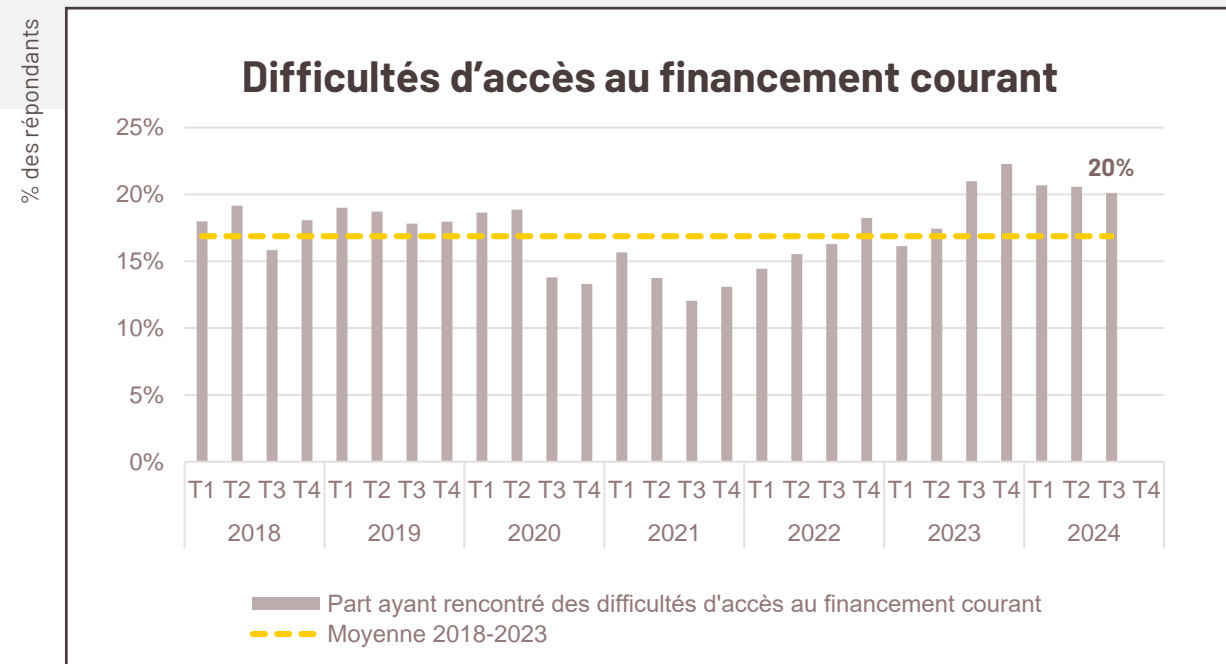
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

66 % des PME / TPE ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion un peu plus forte qu'en mai dernier (+2 points) mais qui demeure sensiblement inférieure à sa moyenne d'avant pandémie (74 % sur la période T1 2018 - T4 2019).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 20 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion qui fléchit légèrement sur le trimestre et un peu supérieure à la moyenne d'avant pandémie observée pour cet indicateur (18 %).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

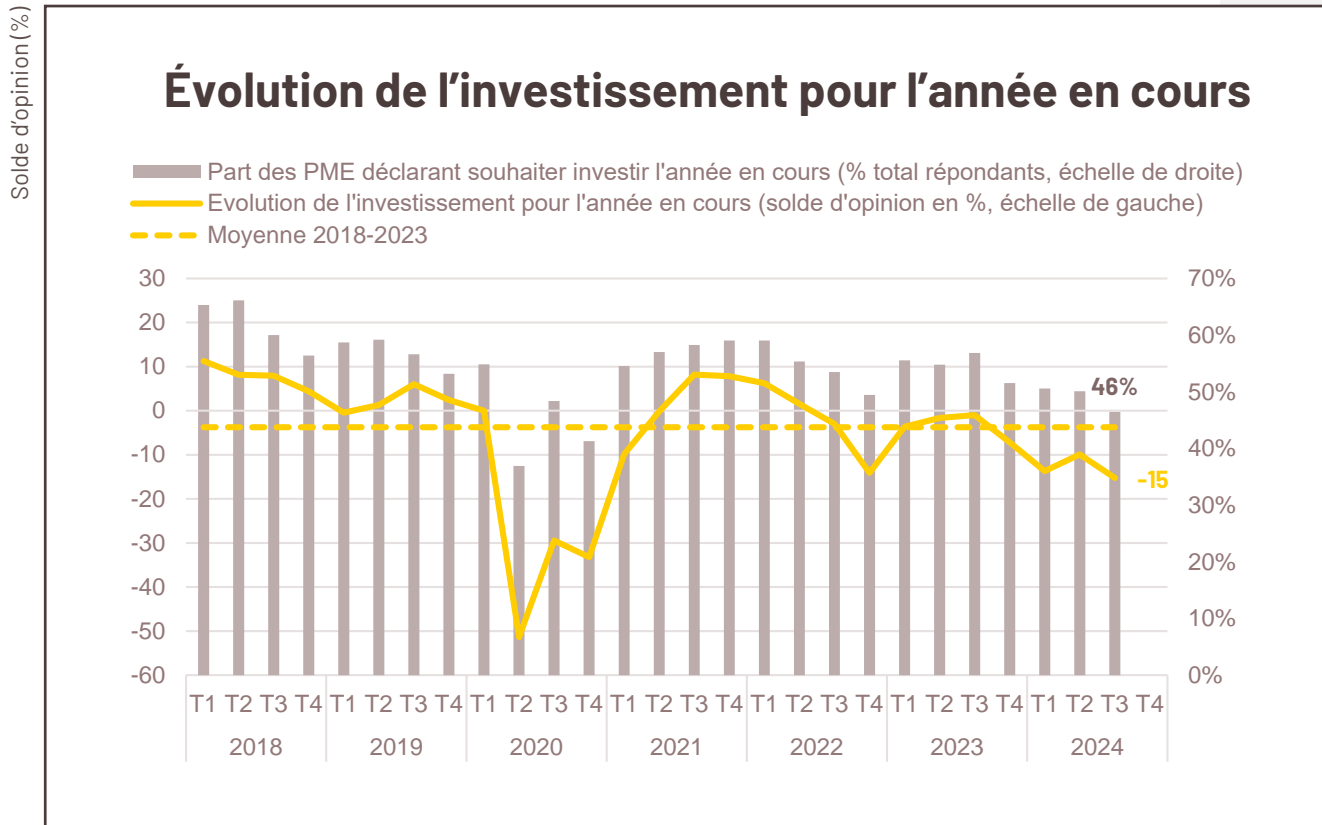


Comptez-vous investir cette année ?

- Oui
- Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- En hausse
- Stables
- En baisse



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 3^e trimestre 2024, 46 % des dirigeants de PME / TPE ont investi ou comptent investir en 2024, une proportion en baisse de 4 points par rapport au trimestre précédent et en fort recul sur un an (57 % au T3 2023, pour l'année 2023).

Le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis baisse également suggérant ainsi une réduction des budgets d'investissement. Il perd 5 points sur le trimestre et s'inscrit au plus bas niveau historique hors année 2020. 36 % des dirigeants de PME/TPE qui envisagent d'investir ou ont investi en 2024 réduisent leur budget dédié à ces dépenses (+3 points par rapport à mai dernier) quand 21 % disent l'avoir augmenté ou envisagent de le faire (-2 points).

📌 Cette anticipation d'une réduction des dépenses d'investissement est conforme au mouvement relevé par les comptes nationaux ([Insee](#)) qui montrent un recul de 1,5 % sur un an de l'investissement des entreprises non financières au T2 2024.

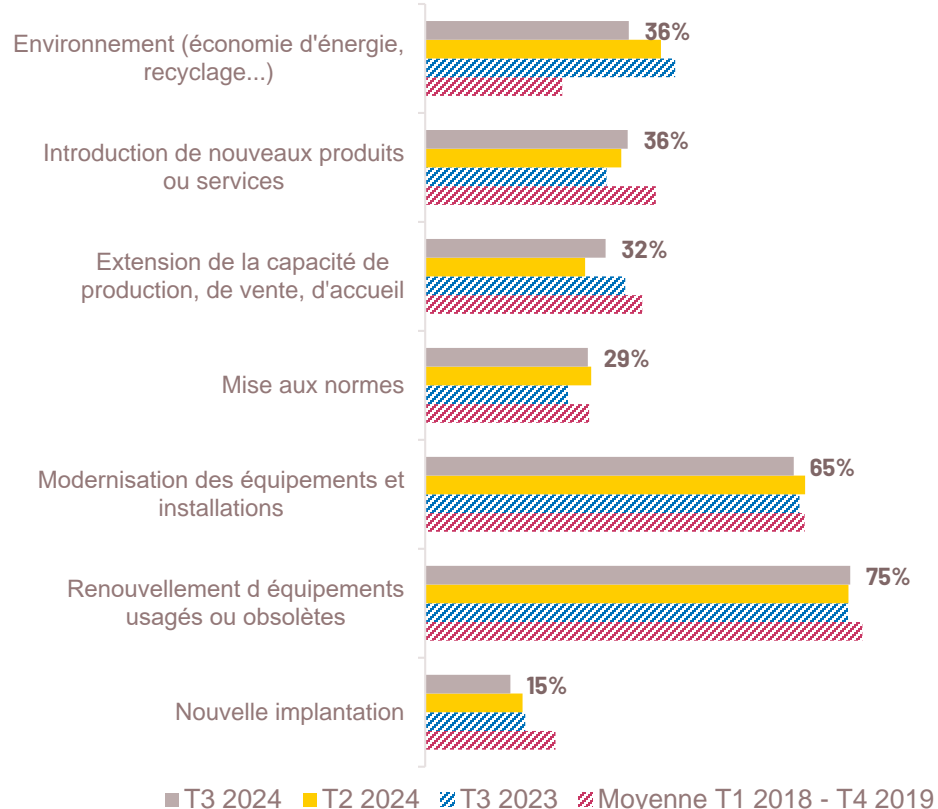
INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants

Principales destinations des investissements



Base : Répondants comptant investir en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les investissements en faveur d'une démarche environnementale paraissent les plus impactés à la baisse par la réduction des budgets d'investissement des PME/TPE. Alors qu'il progressait régulièrement depuis trois ans, le motif environnemental n'est plus cité que par 36 % des dirigeants pour justifier leurs investissements. Cette proportion était de 41 % en mai dernier et de 47 % en février.

A l'inverse, les principales motivations sous-jacentes à l'investissement que sont la modernisation des équipements ou le renouvellement d'équipements demeurent aussi fréquemment cités que lors des précédentes enquêtes.

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services (citée par un peu plus d'un tiers des dirigeants), l'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil (pour 32 % d'entre eux) et la mise aux normes (29 %), les deux premiers étant en progression ce trimestre.

Les objectifs de nouvelle implantation diminuent à nouveau assez nettement, sur le trimestre comme sur un an et s'éloignent de leur moyenne de la période pré-Covid.

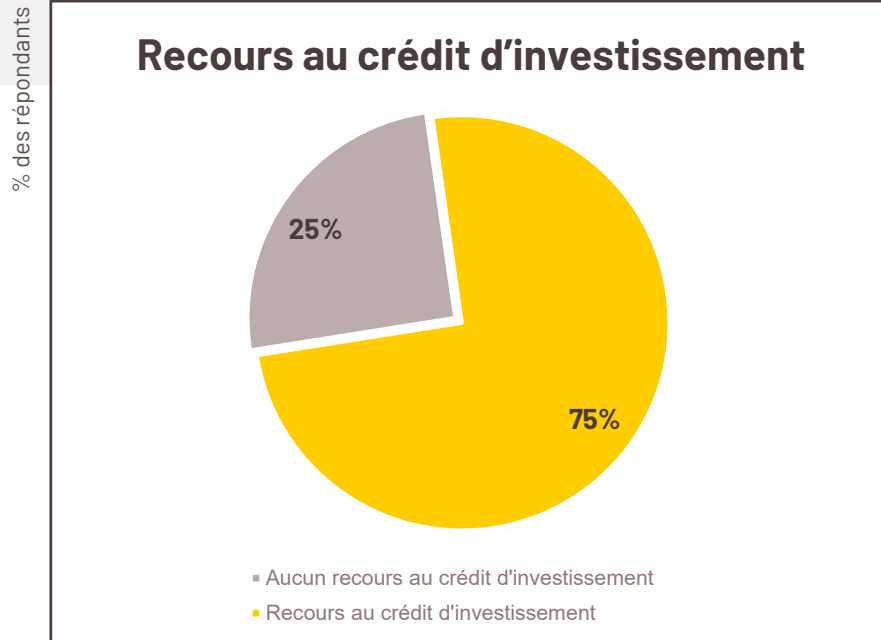
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

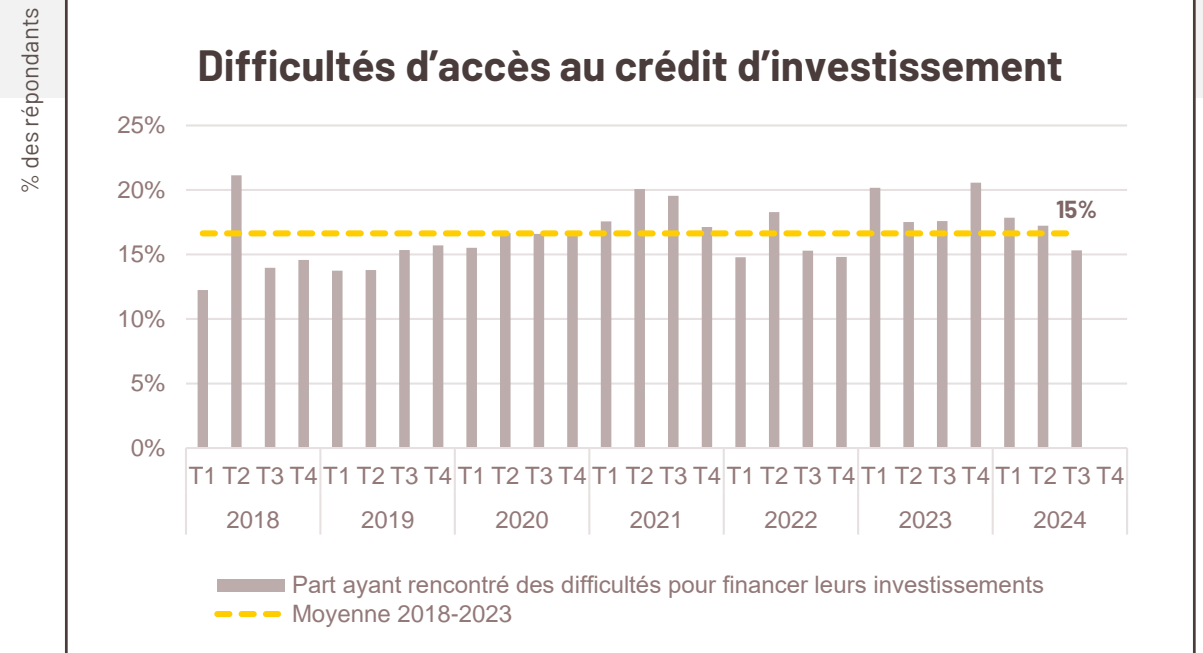
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

75 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2024 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, cette proportion est stable par rapport au trimestre précédent, mais toujours nettement inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **15 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en recul sur le trimestre comme sur un an (-2 points). Elle retrouve sa moyenne pré-Covid.

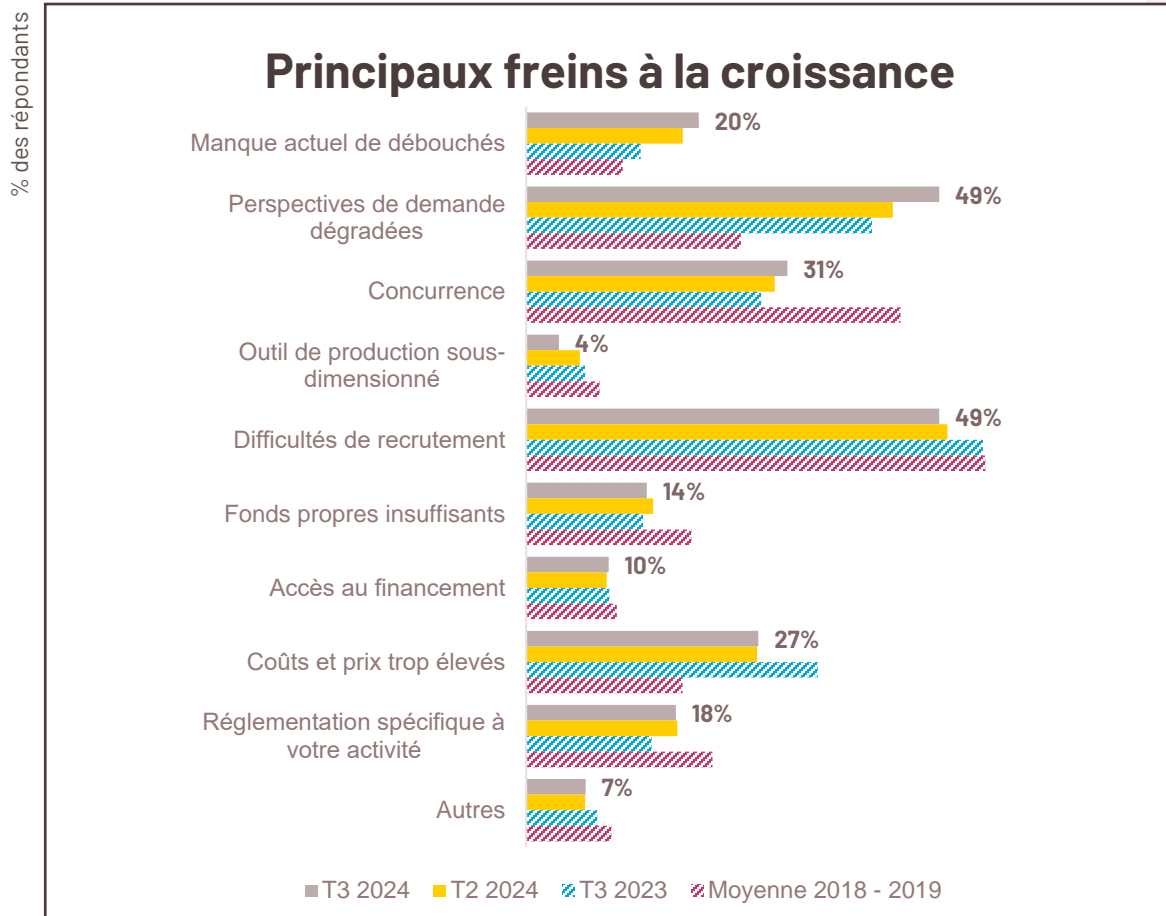


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Le niveau insuffisant de la demande, qu'elle soit observée ou prévue, est plus fréquemment cité par les chefs d'entreprise que les difficultés de recrutement quand ceux-ci sont interrogés sur les freins à l'activité qu'ils perçoivent. 55 % d'entre eux estiment que la demande bride leur activité, soit d'ores et déjà (20 %, +2 points), soit en perspectives (49 %, +6 points). 14 % d'entre eux citent à la fois les contraintes de demande présentes et anticipées. Les difficultés de recrutement contraignent encore l'activité de 49 % des chefs d'entreprise. Cette proportion recule d'un point par rapport à mai et passe sous sa moyenne de longue période.

La concurrence redevient le 3^e frein à la croissance, mentionnée par 31 % des dirigeants (+2 points), devant les coûts et prix trop élevés. Ces derniers sont perçus comme un frein par 27 % des dirigeants, une proportion stable sur le trimestre et en baisse de 14 points sur un an mais encore largement supérieure à sa moyenne pré-pandémie (18 %).

A noter que la proportion de chefs d'entreprise évoquant un outil de production de trop petite taille pour soutenir l'activité n'a jamais été aussi faible (4 %). Cette proportion est même plus faible que pendant la période-Covid ce qui suggère que le besoin d'investissement pour cause d'insuffisance d'équipement est faible. Par ailleurs, parmi les autres freins à l'activité évoqués de manière écrite dans le questionnaire, le contexte politique est revenu à de nombreuses reprises ainsi que la complexité administrative.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

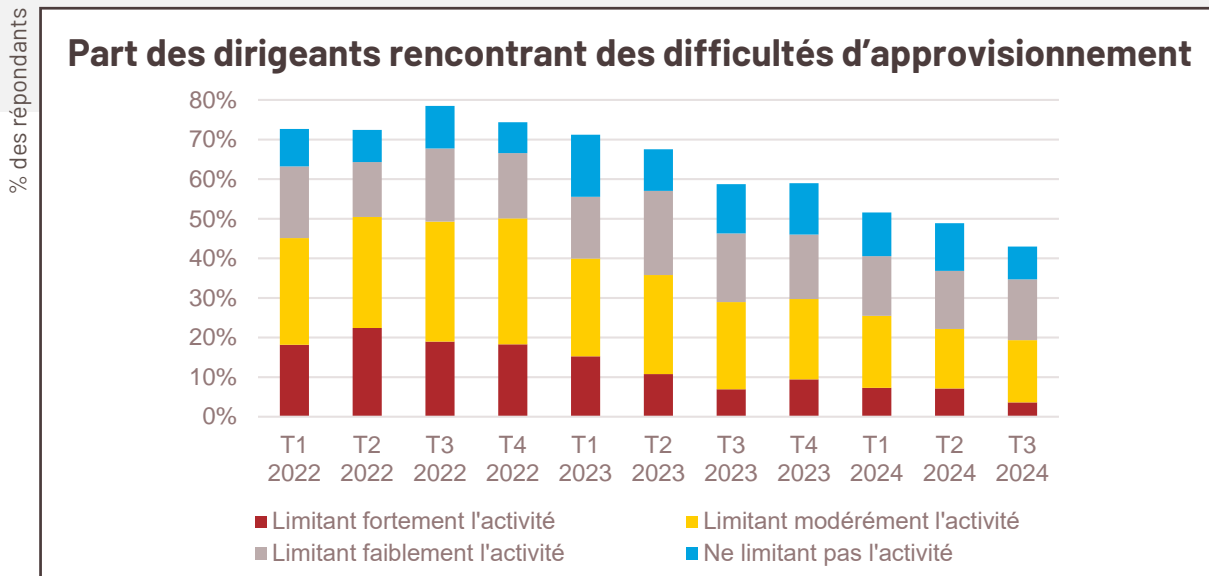


- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

43 % des répondants déclarent faire face à des difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts, - 6 points sur le trimestre). Cette proportion est au plus bas depuis que la question est posée. 26 % n'y sont pas confrontés et 31 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement ou modérément leur activité diminue également, à 19 % (-3 points).

Part des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement

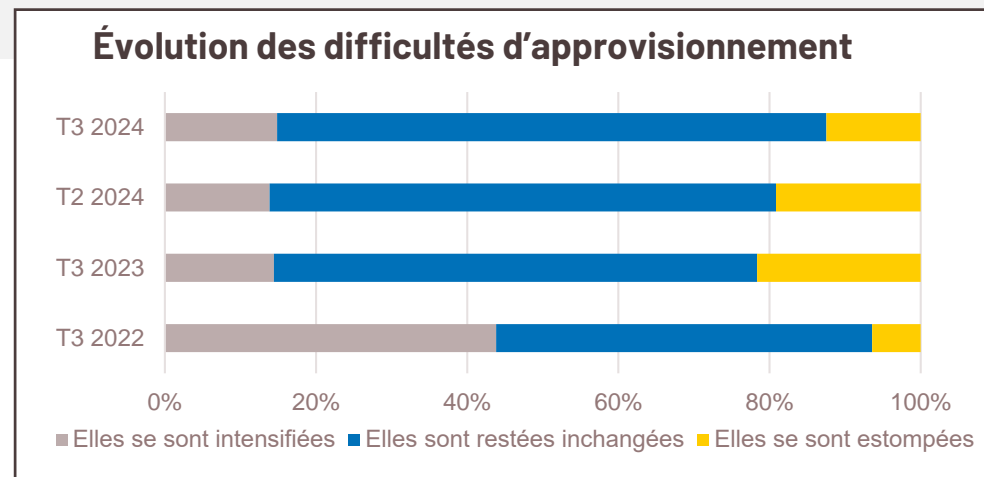


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **15 % considèrent qu'elles se sont intensifiées ces trois derniers mois et 12 % qu'elles se sont estompées (-7 points sur un trimestre)**, 73 % considèrent qu'elles sont restées inchangées (+16 points).

31 % des dirigeants de PME / TPE estiment que ces difficultés d'approvisionnement se seront résorbées d'ici un an (-1 point) et 34 % jugent l'horizon plus lointain (jusqu'à plus de 2 ans, +2 points). 35 % sont incertains quant à cet horizon.

Évolution des difficultés d'approvisionnement



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



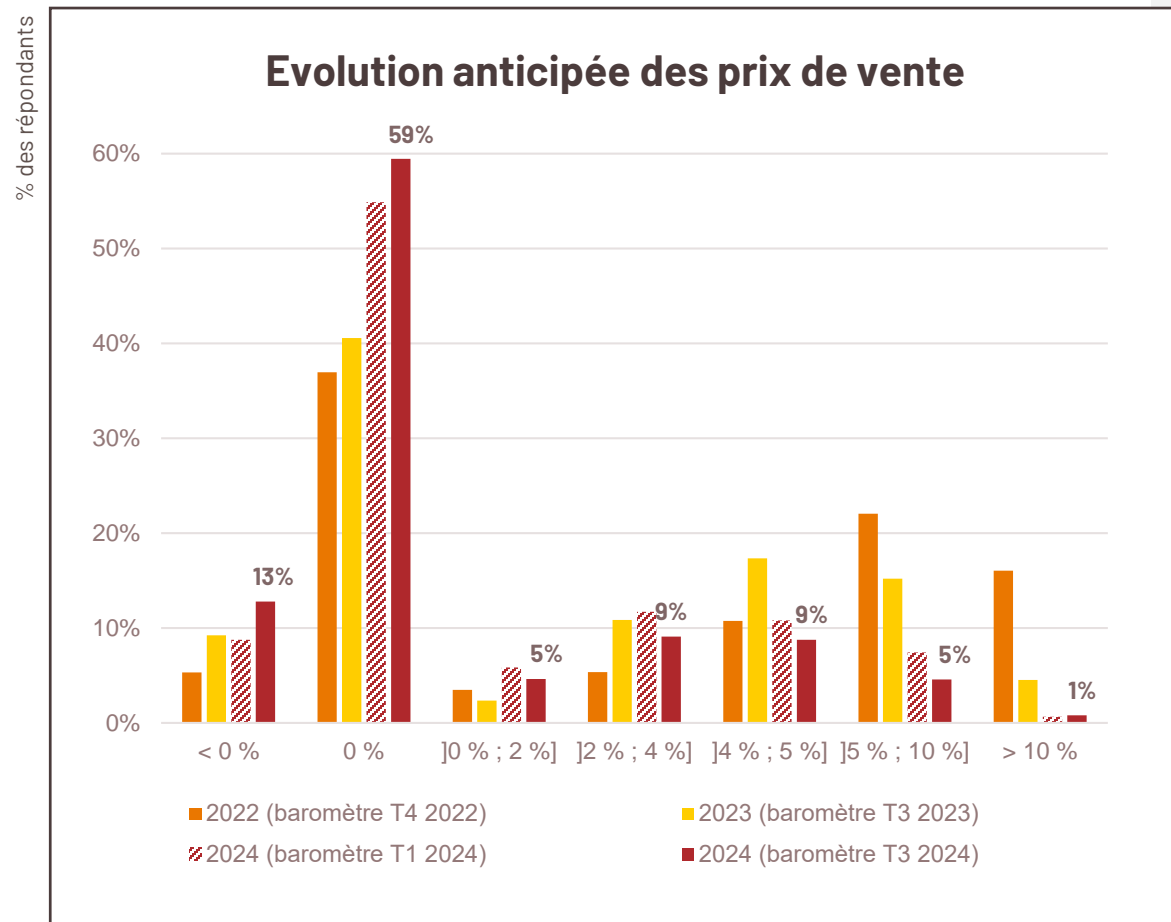
2

FOCUS - PRIX, SALAIRES, MARGES, INCERTITUDE POLITIQUE

ÉVOLUTION DES PRIX



- En moyenne sur l'année 2024, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2023 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...
- L'augmentation de vos prix de vente sera-t-elle... ?
Supérieure / Identique / Inférieure à 2023



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

28 % des dirigeants prévoient d'augmenter ou ont augmenté leurs prix de vente en 2024, soit nettement moins qu'en début d'année (36 % anticipaient d'augmenter leur prix début 2024). 59 % prévoient de maintenir leurs prix inchangés (+5 points par rapport à l'enquête de février) et 13 % de les baisser (+4 points).

La part de PME qui prévoient une hausse de leurs prix de vente en 2024 est plus élevée chez celles rencontrant des difficultés d'approvisionnement (36% d'entre elles contre 22 % de celles n'en rencontrant pas) **ainsi que chez celles prévoyant d'augmenter les salaires de leurs collaborateurs** (32% d'entre elles contre 22 % pour les entreprises ne prévoyant pas de hausse de salaire).

L'augmentation moyenne des prix anticipée pour 2024, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, est très faible désormais. Elle avait déjà ralenti à +1,2% dans l'enquête de février, après +2,5 % estimé pour 2023 (au T3 2023) et +5,0 % estimé pour 2022 (au T4 2022). **Cette prévision n'est plus désormais que de 0,3 %**, confirmant ainsi la tendance désinflationniste en cours au niveau macroéconomique.

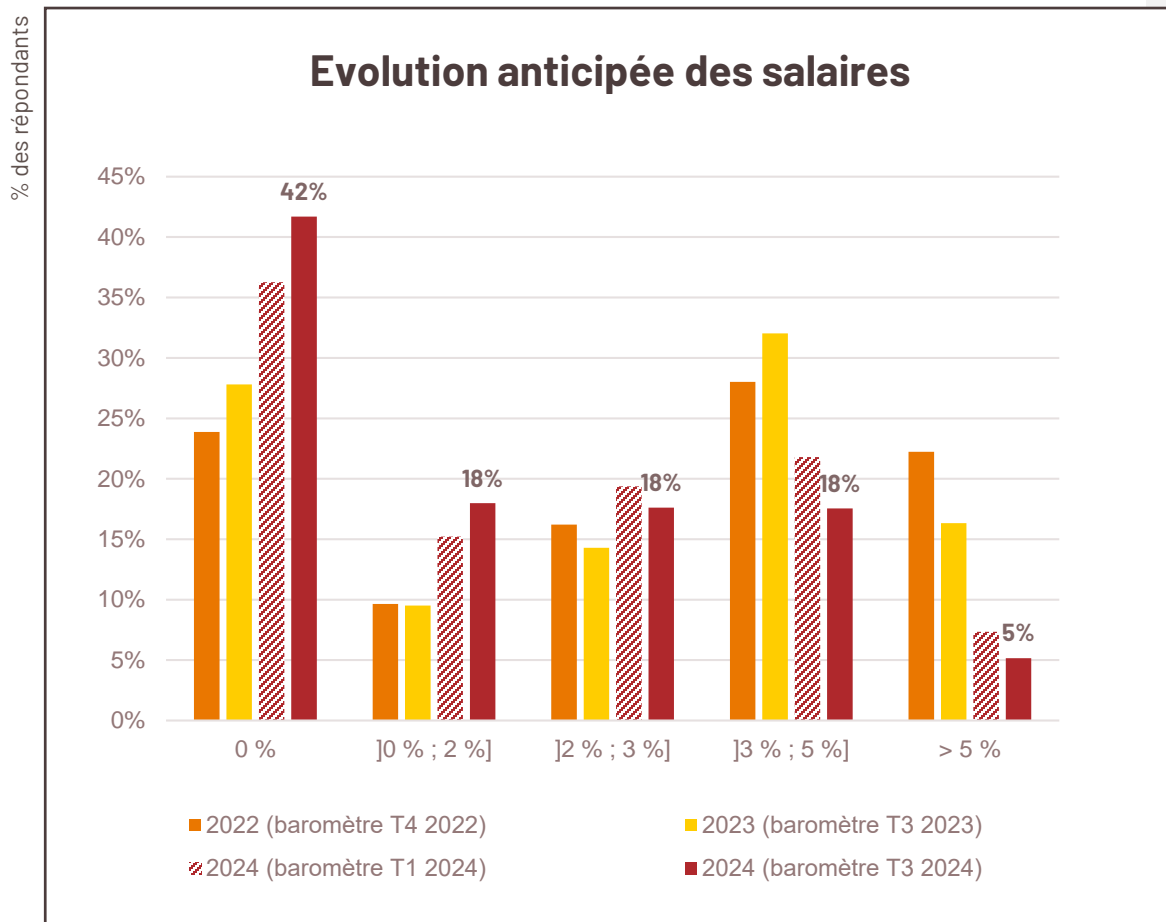
43 % des dirigeants prévoyant d'appliquer une hausse de leur prix de vente cette année déclarent qu'elle sera supérieure à celle de 2023 (55 % en 2023 par rapport à 2022). 15% pensent qu'elle sera inférieure.

ÉVOLUTION DES SALAIRES



• Quelle augmentation moyenne de salaire (hors primes, intéressement, etc.) pensez-vous accorder à vos collaborateurs en 2024 ?

• L'augmentation de salaire accordée sera-t-elle... ?
Supérieure / Identique / Inférieure à celle accordée en 2023 ?



58 % des dirigeants prévoient d'augmenter ou ont augmenté le salaire de leurs collaborateurs en 2024. Cette proportion est en baisse par rapport au début de l'année quand ils étaient 64 % à anticiper une telle augmentation.

L'évolution salariale moyenne au sein des PME / TPE, qu'elles aient prévu d'augmenter ou non les salaires de leurs collaborateurs, serait de +2,1 % en 2024, soit un peu moins qu'en 2023 (+3,4 %) et 2022 (+3,9 %) et moins également que l'augmentation qui était anticipée lors de l'enquête réalisée en février 2024 (2,6 % de hausse était alors attendu). En particulier, 23 % des dirigeants prévoient des augmentations salariales pour 2024 supérieures à 3 %, soit 6 points de moins qu'en début d'année et 25 points de moins qu'en 2023.

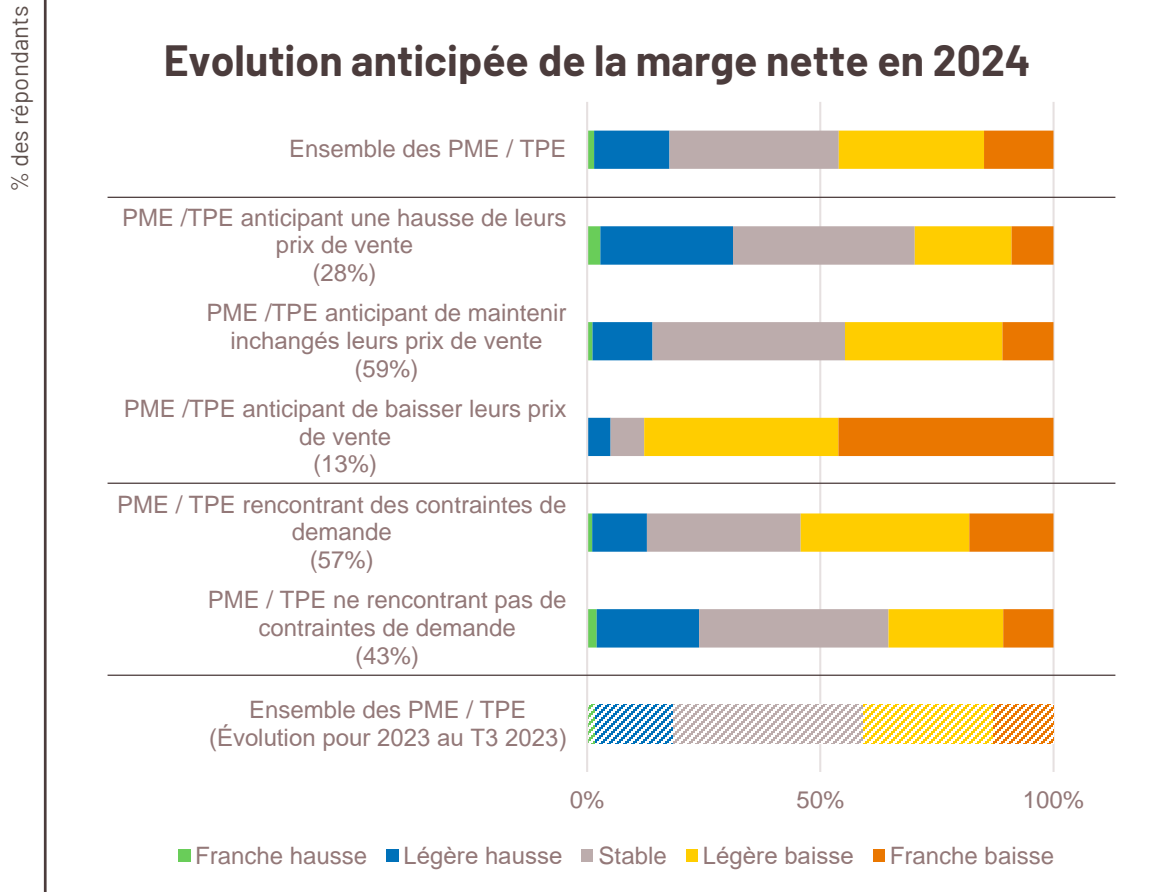
18 % des dirigeants prévoyant d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs anticipent une hausse supérieure à celle de 2023, cette proportion est stable par rapport à février. L'augmentation prévue ou déjà réalisée en 2024 serait moindre que celle effectuée en 2023 dans le cas de 31 % des PME/TPE interrogées.

ÉVOLUTION DES MARGES



• Par rapport à 2023, quelle évolution de la marge nette de votre entreprise anticipez-vous en 2024 ?

Franche hausse / Légère hausse / Stable / Légère baisse / Franche baisse



Les hausses de salaires anticipées en 2024 dépasseraient celles des prix (+2,1 % en moyenne contre +0,3 %). En particulier, 52 % des dirigeants anticipent une croissance des salaires supérieure à celle de leurs prix de vente (31 % une croissance similaire et 17 % une croissance inférieure).

Dans ce contexte, 46 % des PME / TPE anticipent une réduction de leur marge nette cette année (31 % attendent une légère baisse et 15 % une franche baisse). Cette proportion est en hausse de 4 points depuis février 2024. 17 % des entreprises prévoient à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2024 (stable), et 36 % une stabilisation de celle-ci (elles étaient 41 % dans ce cas en février dernier).

Les perspectives d'évolution de la marge nette en 2024 sont mieux orientées chez les PME prévoyant d'augmenter leurs prix de vente (31 % anticipent une hausse de leur marge nette et 30 % une baisse) que chez celles prévoyant de maintenir leurs prix de vente inchangés (14 % anticipent une hausse et 45% une baisse) voire de les abaisser (seules 5 % de celles qui sont dans ce cas anticipent une hausse de leur marge nette et 88 % d'entre elles attendent une baisse).

Les PME / TPE dont la croissance est freinée par la faiblesse de la demande (actuelle ou anticipée) sont plus nombreuses à prévoir une baisse de leur marge nette que celles qui ne sont pas affectées par l'insuffisance de la demande (54 % contre 35 %).

IMPACT DE L'INCERTITUDE POLITIQUE



• Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude politique sur l'activité de votre entreprise ?

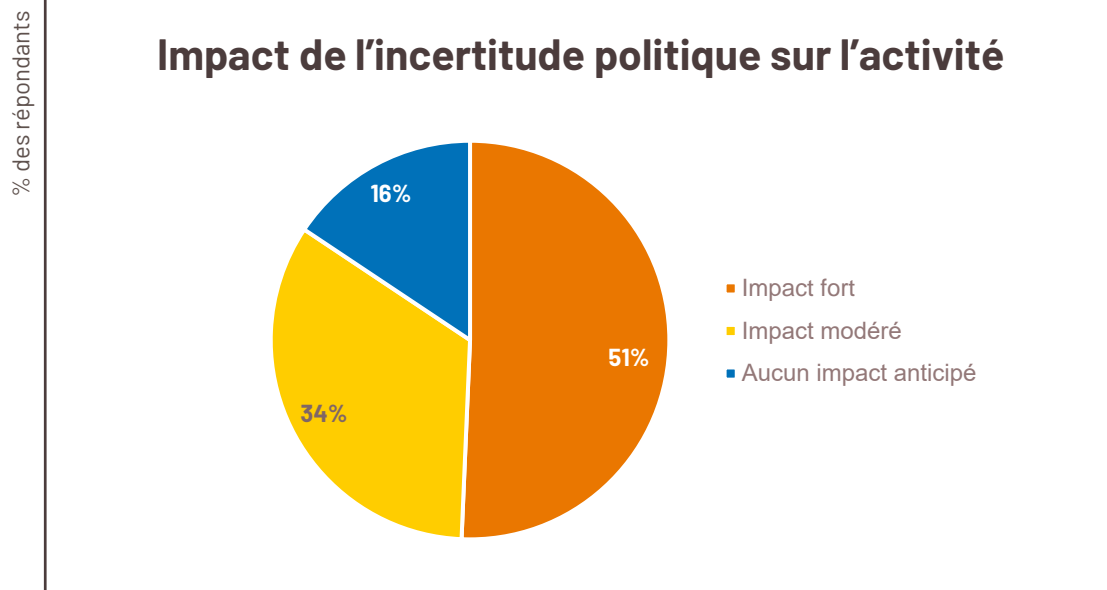
Oui, un impact fort / Oui, un impact modéré / Non, pas d'impact anticipé

• Compte tenu de l'incertitude politique actuelle, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?

Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)

51 % des répondants estiment que le climat d'incertitude politique depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin dernier a un impact négatif fort sur l'activité de leur entreprise.

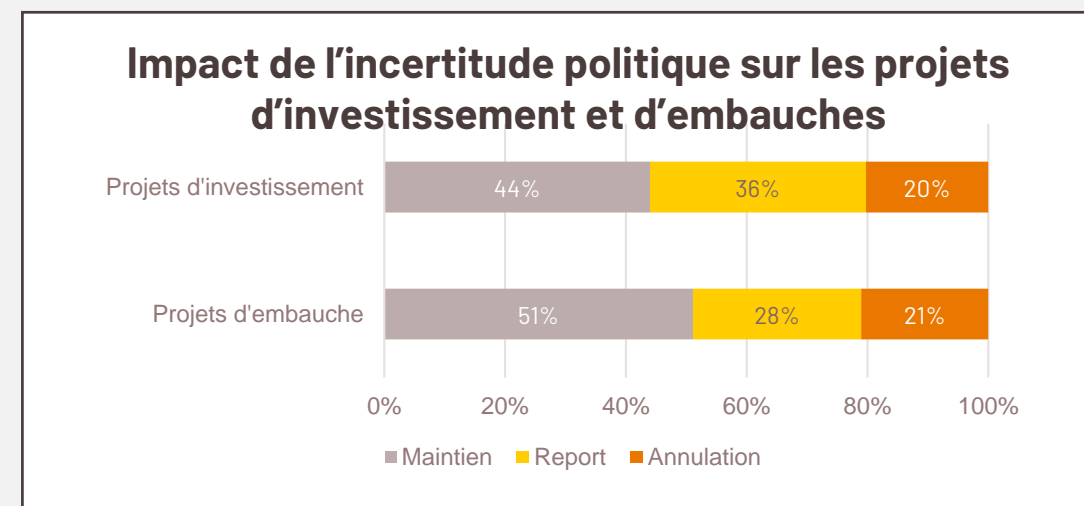
34 % estiment que cet impact demeure modéré et 18 % ne voient pas d'impact spécifique.



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Respectivement 44 et 51 % des chefs d'entreprise qui avaient des projets d'investissement et/ou d'embauches les ont maintenus en dépit du climat d'incertitude politique. 38 et 28 % respectivement déclarent en revanche les avoir reportés, 20 et 21 % les avoir annulés.

A titre de comparaison, ces proportions sont proches de celles qui avaient été relevées à l'automne 2020 au début de la seconde phase du confinement quand les chefs d'entreprise avaient répondu à une question similaire.



Base : Répondants qui ont / avaient des projets d'embauches (resp. d'investissement)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

A large, abstract yellow graphic on the left side of the slide, consisting of several overlapping, rounded shapes that create a sense of depth and movement. A blue circle containing the number 3 is positioned on top of the graphic.

3

MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **3 642** dirigeants de PME/TPE du **22 août au 3 septembre 2024**.
L'analyse en première partie porte sur les **1108** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1105** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

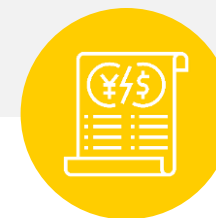
Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les évolutions de prix, de salaires et de marge et sur les conséquences de l'incertitude politique) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») - (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») - (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



4

AU SUJET DE... BPIFRANCE LE LAB ET REXECODE



Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

www.lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

